



Bérengère NOGUIER  
Conseillère départementale du canton d'Uzès  
Geneviève BLANC  
Vice-présidente  
Conseillère départementale du canton d'Alès 1

**Elues écologistes**

**SEANCE PLENIERE - DOB  
Jeudi 29 novembre 2018**

**Intervention de Mme Bérengère NOGUIER**

Monsieur le Président,  
Mesdames, Messieurs,  
Mes chers collègues,

Nous n'en sommes pas encore tout à fait ce matin au temps des chiffres puisqu'ils seront vus dans un peu plus de 15 jours, mais à la définition des objectifs et des priorités du Département pour 2019.

Objectifs que nous avons l'ambition de concrétiser dans un contexte national incertain avec toujours les mêmes contraintes financières pour les collectivités, lourdes de conséquences, à savoir d'un côté l'encadrement très strict, sous peine de fortes pénalités, de nos dépenses de fonctionnement par l'Etat au travers du Pacte financier auquel s'ajoute l'incertitude sur les futures évolutions de la fiscalité locale et de l'autre, la hausse des besoins des populations gardoises qu'il s'agisse des personnes âgées, des personnes handicapées, de la protection de l'enfance, de la jeunesse, des familles ou des personnes en situation précaire.

Cette asphyxie financière nous la subissons au niveau départemental depuis plusieurs années et nous savons que nous devons construire notre budget avec cette contrainte. Pour l'année à venir, nous réaffirmons une fois encore, au travers du rapport d'orientation budgétaire qui nous est présenté ce matin, notre volonté de répondre au mieux aux besoins des gardois et des gardoises.

Ce rapport, ainsi que la quarantaine de dossiers que nous allons examiner, en sont le reflet et je tiens à remercier les services qui nous accompagnent dans l'élaboration de nos politiques publiques et nous permettent d'en définir les grandes orientations.

Cependant, si ces contraintes nous incitent à la prudence, nous ne devons pas pour autant nous résigner et nous tenons à donner du sens à nos futures décisions budgétaires même si d'année en année, l'exercice est de plus en plus périlleux. Malgré un certain flou financier dans lequel évolue le Département, nous oeuvrons pour des choix volontaristes et responsables afin de maintenir la qualité des services apportés au plus près de nos concitoyens dans des domaines aussi essentiels que l'éducation, l'insertion, la formation ou encore la solidarité.

**Ainsi, nous avons fait le choix de maintenir l'investissement** par un plan pluriannuel de 132 millions d'euros en 2019 puis 130 M€ les années suivantes pour renforcer l'attractivité de notre territoire et permettre l'émergence de projets structurants indispensables à la qualité de vie des habitants. C'est un levier indispensable pour favoriser l'implantation d'entreprises et développer l'emploi local.

### **Choix également de poursuivre nos politiques de solidarité territoriale et de lutte contre la précarité**

- comme par exemple au travers de la reconversion du collège Diderot avec la création d'un pôle de services de proximité au public entre les quartiers de Valdegour et Pissevin pour redynamiser cet espace, favoriser de nouveaux liens inter-quartiers et maintenir le bien-vivre ensemble,

- ou encore l'investissement pour 2019 de près de 7 millions d'euros d'aide à l'investissement en faveur des Ehpad et des maisons en partage,

- nous pouvons citer aussi la prochaine signature du 7ème Plan Départemental d'Action pour le Logement et l'Hébergement des Personnes Défavorisées, le 5 décembre prochain qui va permettre aux personnes en difficulté d'être mises à l'abri et d'accéder à un logement décent et indépendant.

Nous devons poursuivre et renforcer nos politiques de solidarité et de cohésion avec nos partenaires que sont les collectivités et le milieu associatif.

## **Autre choix auquel s'est attaqué le Département : la réduction de la fracture numérique.**

Aujourd'hui, 13 millions de français se disent en difficulté avec le numérique. En août dernier, la visite du secrétaire d'État au numérique, Mounir Mahjoubi, au Relais Emploi et à la Maison des services au public à Anduze a été l'occasion de lui faire part de l'investissement du Département pour déployer le très haut débit sur tout le Gard et en particulier dans les zones rurales. C'est un enjeu fort auquel notre collectivité s'est attelée en y consacrant déjà 17 millions d'euros pour réduire les inégalités afin que tous les territoires puissent se développer et créer de l'emploi.

Je voudrais redire aujourd'hui que nous avons besoin de lieux tels que les Relais Emploi. Ces services de proximité en milieu rural sont un maillon indispensable pour les personnes en leur offrant une proximité géographique et une facilité d'accès relationnelle et administrative. Ce sont également de vrais lieux ressources sur lesquels nous devons nous appuyer pour le développement du E.inclusion permettant ainsi la réduction de la fracture numérique.

Outre le fait de maintenir autant que possible les politiques que nous menons aujourd'hui au niveau de qualité que nous connaissons, nous devons nous saisir collectivement d'enjeux forts pour le territoire comme ceux liés à la transition énergétique. Il faut dorénavant apprendre à s'appuyer sur la transition énergétique pour dégager des marges de manœuvre pour l'action publique.

Engager la transition écologique et l'accompagner c'est permettre aux territoires ruraux de valoriser leurs ressources locales, d'apparaître comme des lieux où il est possible de concrétiser des projets professionnels et de vivre mieux. Il ne s'agit pas d'opposer zones rurales, péri-urbaines et urbaines ... mais de donner la même chance pour tous, sur tous les territoires quelle que soit leur spécificité. Ce n'est pas un hasard si 57 % des ruraux se sentent aujourd'hui délaissés et estiment ne pas bénéficier de l'action des pouvoirs publics.

D'une certaine façon, le mouvement des gilets jaunes en est la traduction et l'on retrouve pêle-mêle des récriminations sur la hausse des taxes bien sûr mais aussi sur le manque de transports, la disparition des services publics, la disparition des commerces de

proximité, la désertification médicale ... Autant de préoccupations dont nos concitoyens nous font part au fil des rencontres sur le terrain, dans nos cantons.

L'écologie ne doit pas être réduite à la seule question de l'environnement mais s'inscrire comme une trame durable de nos politiques publiques. A l'avenir, pour nous en sortir malgré les multiples contraintes budgétaires qui nous sont imposées et pour faire les bons choix pour les actions de la collectivité, les critères du développement durable doivent constituer la feuille de route incontournable des politiques sociales et économiques du Département. Notre collectivité a déjà pris des engagements en ce sens et cela a été rappelé par ma collègue Geneviève Blanc dans sa présentation du rapport en matière de développement durable. Nous souhaitons que ces engagements prennent de plus en plus d'ampleur et s'inscrivent dans le temps.

Il y a de l'énergie sur nos territoires, de la matière grise, des entrepreneurs, des associations, des savoirs faire, de l'imagination et une réelle capacité à l'innovation. Je l'ai constaté lors des Journées Portes Ouvertes des entreprises coopératives qui se sont déroulées début novembre dans le cadre du mois de l'ESS. J'ai pu rencontrer à cette occasion des femmes et des hommes moteurs dans leurs domaines et novateurs dans leur projet. Déterminés dans la mise en place d'une économie de proximité, fondée sur l'épanouissement humain, guidée par des principes de solidarité et de responsabilité, créatrice d'emplois non délocalisables.

Chacune de ces structures contribue à ouvrir de nouvelles voies solidaires pour le bien être et le bien vivre des Gardois, à mieux associer et impliquer habitants et usagers au devenir de leur territoire et à leur propre avenir. La pérennité des structures présentes lors de ces journées démontre qu'il est possible de produire différemment et de réussir en s'adossant à une autre conception du monde du travail. Ou comment changer de logiciel pour rétablir des équilibres depuis trop longtemps déjà bouleversés.

Faire face aux contraintes budgétaires, trouver de nouvelles marges de manœuvres, rechercher collectivement d'autres schémas pour garantir les services auxquels les gardois peuvent légitimement prétendre, voilà les défis auxquels nous devons répondre et pour lesquels nous n'avons pas moins besoin d'écologie mais au contraire plus d'écologie politique.

Je vous remercie.